

Bachir Benaziz, Abdelfettah Benchenna et Dominique Marchetti (dir.)

Les Espaces des (im)possibles
Les médias en Afrique du Nord depuis les années 1990

Centre Jacques-Berque

Chapitre 6 – Une « libéralisation » économique, politique… et médiatique

Les conditions de l'émergence de deux journaux économiques marocains à partir des années 1990

Dominique Marchetti

DOI : 10.4000/books.cjb.2042
Éditeur : Centre Jacques-Berque
Lieu d'édition : Rabat
Année d'édition : 2021
Date de mise en ligne : 1 mars 2022
Collection : Description du Maghreb
EAN électronique : 9789920347273

http://books.openedition.org

Édition imprimée
Date de publication : 1 janvier 2021

Référence électronique
MARCHETTI, Dominique. *Chapitre 6 – Une « libéralisation » économique, politique… et médiatique : Les conditions de l'émergence de deux journaux économiques marocains à partir des années 1990* In : *Les Espaces des (im)possibles : Les médias en Afrique du Nord depuis les années 1990* [en ligne]. Rabat : Centre Jacques-Berque, 2021 (généré le 04 mars 2022). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/cjb/2042>. ISBN : 9789920347273. DOI : https://doi.org/10.4000/books.cjb.2042.

Chapitre 6

Une « libéralisation » économique, politique… et médiatique

Les conditions de l'émergence de deux journaux économiques marocains à partir des années 1990

Dominique Marchetti

Ce chapitre se propose de restituer les conditions de l'émergence à partir des années 1990 de deux importantes entreprises de presse privées (Éco-Médias et Impression presse édition) non partisanes au Maroc et de leurs cadres dirigeants, qui éditent respectivement les quotidiens économiques *L'Économiste* (1991) et *La Nouvelle Tribune* (1995). Elles incarnent parmi d'autres le développement de l'information économique et politique se voulant plus « objective » et « indépendante » à l'égard du champ politique (Benslimane, 2015 ; Bensmain, 2015). En effet, elles ont contribué, avec d'autres, à transformer un espace journalistique qui jusque-là réfractait *stricto sensu* l'univers politique, se divisant entre la presse « officielle » et les quotidiens de partis politiques, dirigés par leurs chefs.

L'objet ici n'est pas de déterminer s'il s'agit là des premiers « journaux indépendants » au Maroc, cette histoire étant souvent racontée à travers l'avènement de newsmagazines comme *Le Journal - Assahifa* (Benslimane, 2015) et *TelQuel* respectivement en 1997 et 2001. La « libéralisation politique » marquée par « l'alternance » politique avec l'arrivée inédite d'un Premier ministre issu de la gauche (Abderrahman Youssoufi, entre 1998 et 2002) aurait alors incarné la « libéralisation économique ». Cette dynamique, encouragée par quelques membres du Palais royal, selon plusieurs enquêtés[1], aurait alors incité des directeurs de journaux à s'autoriser plus

[1] Entretiens avec d'anciens dirigeants du *Journal* et de *TelQuel*, octobre 2015 et avril 2016.

de liberté, notamment pour transformer l'« image du Maroc à l'étranger » marquée par les « années de plomb » et préparer la succession du roi Hassan II.

Loin de rentrer dans des débats normatifs, les deux études de cas proposées ici permettent tout d'abord de restituer les conditions de l'avènement de l'entreprise de presse au Maroc dans tous les sens du terme, celles-ci restant encore très peu documentées (Roussillon, 2000 ; Kraemer, 2001 ; Ait-Mous *et al.,* 2014). Si les projets de *L'Économiste* comme de *La Nouvelle Tribune* sont éditoriaux – cet aspect ne sera pas traité dans ce chapitre – et portés en grande partie par des journalistes, ils s'inscrivent également et ouvertement dans des logiques de rentabilité commerciale (Benabid, 2018, p. 256-257) : « Notre objectif, comme celui de nos actionnaires, est de gagner de l'argent », explique Nadia Salah à l'origine de la création de *L'Économiste* (Kraemer, 2001, p. 59). En s'appuyant sur un actionnariat familial, qui permet de contrôler la société, complété par plusieurs membres des fractions dominantes du champ du pouvoir, ce qui « sécurise » le projet, les deux journaux francophones ont jusque-là assuré leur rentabilité. Celle-ci provient essentiellement des recettes publicitaires et d'un lectorat composé des fractions urbaines de l'espace social les plus dotées en capital économique et culturel. Enfin, comme la plupart des titres de presse marocains, ce projet éditorial et économique est indissociablement politique, au sens où il s'agit de défendre, d'un côté, la « libéralisation », la « modernisation » économique et politique du Maroc et, de l'autre, les institutions, « les valeurs » et l'intérêt de la nation (*L'Économiste*, 2021).

Ces deux expériences d'entreprise de presse du début des années 1990 s'inscrivent dans un processus de « libéralisation » médiatique contrôlé (Ksikes, 2014, p. 27), qui est marqué par la naissance ou la transformation de quelques sociétés notamment liées à des titres de la presse francophone. Le développement d'Éco-Médias (1991), avec l'hebdomadaire *L'Économiste*, et de la société Impression Presse Édition (1995), qui édite l'hebdomadaire *La Nouvelle Tribune*, s'accompagne de celui du groupe Caractères (1990) : celui-ci rachètera en 1997 le premier titre spécialisé dans le domaine, *La Vie économique*, fondé en 1957, propriété du Français Jean-Louis Servan-Schreiber depuis 1994 et dont il était actionnaire majoritaire dès 1991 (Kraemer, 2001). D'autres titres économiques vont suivre, comme le raconte Alain Roussillon (Roussillon, 2000, p. 147) dans un article s'interrogeant sur « l'irrésistible engouement qui s'est emparé de cette presse, en particulier francophone, toutes appartenances politiques et idéologiques confondues, pour l'économie, la finance, les marchés... au point de susciter la création

de plus de soixante titres spécialisés ». L'économie commence également à prendre une place relativement importante dans le quotidien *L'Indépendant* (1996) et sa version arabophone hebdomadaire *Al Moustaqil*. À cela s'ajoute la création d'autres sociétés privées à vocation plus généraliste comme celle de l'éditeur du newsmagazine d'information générale et politique *Maroc Hebdo* en 1991. C'est aussi à cette période, plus précisément dès 1989, que *2M*, la première chaîne de télévision payante privée et commerciale, se développe à travers la holding royale de l'époque, l'ONA, et plusieurs sociétés étrangères (les groupes français TF1 et Sofirad avec le groupe canadien Videotron). L'une de ses émissions, « Entreprendre », « donnent une voix et une image à "l'entrepreneur" » (Catusse, 2008, p. 11). Cette presse économique strictement francophone est portée par le développement de la publicité pour les classes supérieures urbaines fortement dotées en capital économique. Ce marché est complètement contrôlé par un oligopole à frange, quelques grandes compagnies publicitaires se partageant l'essentiel des campagnes publicitaires des grandes entreprises publiques et privées et des fondations : Shem's, fondée et présidée par le chef d'entreprise Noureddine Ayouch depuis 1972 ; Klem, créée en 1976 devenue Klem Euro RSCG à la fin des années 1980 et détenue à parts égales par son fondateur, Kadiri Abdelhamid, ancien du groupe Havas, et le groupe français Euro RSCG ; Saga Communication, qui voit le jour en 1993 sous l'impulsion de Chakir Fassi Fihri, ancien directeur central à la Banque marocaine du commerce extérieur ; DDB Zone Bleue, créée en 1995, filiale du premier groupe mondial de publicité, Publicis-Omnicom ; Mozaïk, fondée la même année par Monique Elgrichi, ancienne salariée de l'agence Klem Euro RSCG.

La « libéralisation » médiatique relative incarnée par la presse économique est rendue possible grâce à un processus plus général et progressif de « libéralisation » économique et politique du Maroc à partir de la fin des années 1980 et le début des années 1990. Comme l'ont montré de nombreux travaux, ce processus renvoie avant tout aux injonctions internationales de « libéralisation » des économies et des échanges. À l'instar d'autres nations dont l'économie est fortement dépendante de quelques champs nationaux étrangers et en raison d'une forte crise économique, le Maroc a eu alors recours au Fonds monétaire international (FMI) dès le début des années 1980 et s'est engagé dans un plan dit « d'ajustement structurel » (voir notamment El Malki, 1985), marquant une entrée progressive et avec ses spécificités nationales dans l'« âge néolibéral » (Hibou, Tozy, 2020, 3e partie). Si la montée des exigences internationales est aussi en relation avec les droits de l'homme – la création du Comité consultatif des droits

de l'homme en 1990, la libération de prisonniers politiques en 1991 et la Constitution de 1992 en témoignent, entre autres –, elle signifie aussi et surtout des injonctions de « libéraliser » l'économie[2]. Certains cadres au pouvoir au Maroc se convainquent de la nécessité (Bennani-Chraïbi, 1997) de développer une image d'un pays allant vers la « modernité libérale », la « transition démocratique » pour attirer les investissements étrangers et les touristes (Hibou, Tozy, 2002), la « liberté de la presse » étant un des éléments de ce discours. Ce contexte est résumé par un des principaux dirigeants de presse marocains.

> « Le Maroc a appliqué l'article 8 des statuts du Fonds monétaire international. C'est un tournant important, c'est-à-dire la possibilité d'exporter ses capitaux, la possibilité d'investir pour les firmes étrangères, pour les étrangers, et de pouvoir exporter les bénéfices et le principal. C'est le début des IDE [Nda : investissements directs étrangers] (…). On a restructuré la dette, et on s'engage dans une politique de libéralisation. La preuve aussi, c'est le dahir [Nda : décret royal] qui a instauré un véritable marché financier, la bourse de Casablanca, qui date de septembre 1993. Donc ça a été concomitant. Et c'était d'abord politique. Pour moi, ça a été d'abord politique. Hassan II a négocié avec le Mouvement national, pas à pas, les étapes de l'alternance, il a négocié avec le FMI, parce qu'il avait le couteau sous la gorge, la restructuration financière marocaine, et la presse marocaine a pu vivre une nouvelle phase, celle d'une presse indépendante. » (Entretien avec le directeur d'un quotidien marocain, 2015)

Ce processus de libéralisation économique se traduit notamment par un programme de privatisation de grandes entreprises nationales. Selon Myriam Catusse, cette « vente du patrimoine public a été l'occasion pour les détenteurs du pouvoir politique (et au premier chef le roi) de distribuer de façon arbitraire et discrétionnaire une série de privilèges et de capitaux » (Catusse, 2001, p. 273). Ce discours libéral promeut les « entrepreneurs » et la transformation du capitalisme au Maroc (Catusse, 2014 [2008]). Mohamed Oubenal et Abdellatif Zeroual (Oubenal, Zeroual, 2017, p. 14) expliquent en effet que « la valorisation du mode de gestion privé » s'est « accompagnée d'une critique acerbe de l'inefficacité des administrations publiques. Les

[2] On peut citer la chute du bloc soviétique, le sommet franco-africain de La Baule qui symbolise la fin du soutien de la diplomatie française aux régimes dictatoriaux et qui somme le Maroc d'entretenir sa « vitrine démocratique » ; la guerre du Golfe marquée au Maroc par la position favorable de Hassan II à l'intervention étrangère qui est perçue comme « un aveu de faiblesse » ; la grève générale de décembre 1990 organisée par la CDT (Confédération démocratique du travail) et l'UGTM (Union générale des travailleurs du Maroc) mais aussi la sortie du livre de Gilles Perrault *Notre Ami le roi* (1990), qui a eu un effet retentissant.

investisseurs marocains et étrangers ainsi que les journalistes économiques critiquaient, par exemple, et parmi bien d'autres choses, la corruption des agents de l'État, les retards des services des douanes, les incohérences du système judiciaire ». Comme l'analyse encore Myriam Catusse, dans la presse « "l'entrepreneur" s'impose, en tant que figure abstraite, comme le personnage providentiel des scénarios de la libéralisation et de la "mise à niveau" nécessaire dans la perspective d'une intégration à une zone de libre-échange avec l'Union européenne – en contrepoint du bourgeois "makhzénien". Les portraits qui en sont alors tracés décrivent "une bonne façon de faire des affaires" et valident ainsi une définition de la compétence économique qui rapidement va également déteindre en matière de définition de l'excellence politique » (Catusse, 2004, p. 134). Julien Duval a bien illustré à propos de la France la participation du journalisme économique à la diffusion des principes de l'économie néolibérale (Duval, 2004).

Parce que, comme on va le voir, cette reconfiguration de l'espace de la presse marocaine *via* la presse économique est autorisée et/ou suscitée et/ou accompagnée par le pouvoir, elle constitue un point d'entrée utile pour comprendre le champ du pouvoir au Maroc dans ses relations avec l'espace médiatique. En effet, ce travail d'enquête vient confirmer les travaux qui ont montré combien il serait vain de différencier dans l'analyse les espaces économique, politique, social et journalistique. Contrairement à ce qu'avance Béatrice Hibou dans une analyse de ces interdépendances dans le cas tunisien (Hibou, 2008), la théorie des champs élaborée par Pierre Bourdieu et ses collègues nous paraît particulièrement féconde, précisément parce qu'elle n'implique pas une séparation de ces espaces relationnels, pointant bien au contraire leur relation permanente tout en restituant leurs formes d'autonomie relative. La montée des « entrepreneurs » en politique au Maroc (Catusse, 2008), des hommes d'affaires au Parlement (Bennani-Chraïbi, 2008) à partir de la fin des années 1990 ou les logiques de la représentation patronale (Hari, Peraldi, Tozy, 2018) témoignent de ces relations permanentes entre les champs et de la multipositionnalité de très nombreux agents. L'histoire de ces deux entreprises économiques vient donc rappeler qu'elle est indissociable des processus conjoints de « libéralisation » contrôlée des champs économique, politique et journalistique, pouvant produire une doxa incarnée dans cet extrait d'un article de *L'Économiste* rédigé par l'actuel responsable du groupe Éco-Médias à l'occasion du 30e anniversaire du journal et rappelant la création de « l'institution Éco-Médias » – le mot n'est bien évidemment pas neutre – en 1991.

> « Le bon moment, c'est la fin des années de plomb et l'ère des droits de l'homme, du capitalisme triomphant et de la mondialisation. Et la liberté politique, c'est une presse libre, crédible, et donc des lecteurs. La liberté économique, c'est la concurrence, et donc de la publicité. Des lecteurs et des annonceurs, voilà le fonds de commerce d'un bon journal. Et cette réussite économique va permettre d'entretenir la réussite éditoriale. Le nouvel hebdomadaire du jeudi va ainsi être le miroir de toute cette effervescence des années 90 du Maroc : les privatisations, le démantèlement tarifaire, la mise à niveau, l'organisation du GATT à Marrakech… jusqu'à la malheureuse expérience de la "campagne d'assainissement" qui va briser ce premier élan. » (Belyazid, 2021)

Cette modeste étude de cas sur deux entreprises de presse à vocation économique met donc en lumière les enjeux autour de la production de l'offre d'informations économiques et de sa diffusion au Maroc. Ils sont non seulement énormes à l'échelle nationale, mais aussi et peut-être surtout transnationale, dans la mesure où la presse économique est un des supports à travers lesquels les visions médiatiques, économiques et politiques du Maroc se construisent. Parce que son économie est très dépendante, les autorités nationales accordent en effet une grande attention à ce qui se produit sur leur pays (Marchetti, 2017) en vue d'attirer les investisseurs étrangers et les touristes.

Ces deux études de cas présentées successivement s'appuient sur une partie d'une enquête menée avec Abdelfettah Benchenna et Driss Ksikes sur l'espace des entreprises de presse au Maroc et de leurs dirigeants. La trentaine d'entretiens[3] réalisés entre 2015 et 2017 et les recherches documentaires sur lesquelles repose ce travail portent sur un échantillon représentatif des différents pôles contemporains de cet univers de la presse papier et électronique marocaine privée. Ces interviews ont été menées essentiellement avec des fractions dominantes du champ journalistique marocain, c'est-à-dire des patrons des principaux supports de la presse papier et électronique ainsi qu'avec des journalistes ayant travaillé dans plusieurs titres structurant ou ayant structuré fortement l'espace journalistique depuis les années 1980. Pour compléter, nous avons effectué un travail documentaire à partir d'ouvrages et d'une revue de presse, mais aussi collecté des données disponibles sur les dirigeants sur le site charika.

[3] Pour d'autres aspects de cette enquête, je me permets d'indiquer les références suivantes : Benchenna, Ksikes, Marchetti, 2017 ; Benchenna, Marchetti, 2019 et 2020.

ma[4]. Ces données des tribunaux de commerce ont également permis de saisir l'histoire économique et juridique des entreprises de presse.

Un groupe au sein du pouvoir économique et politique

Les instigateurs les plus visibles des sociétés de la presse économique marocaine ont créé celles-ci à un moment où il s'agissait, comme on l'a déjà mentionné, d'accompagner le développement économique et financier du pays à la fin des années 1980 et au début des années 1990. Cette presse se veut le symbole de la « modernité », de l'« ouverture » économique et politique, des « forces progressistes ». Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si Jean-Louis Servan-Schreiber (souvent appelé par ses initiales JLSS), un des pionniers de la presse économique en France avec la création du magazine *L'Expansion* et la participation dans plusieurs titres économiques, investit en 1991 puis reprend en 1994 et pour trois ans l'hebdomadaire *La Vie économique*[5], notamment via sa femme, de nationalité marocaine, Perla Servan-Schreiber, qui s'occupa de la publicité et du marketing. Il décrit ainsi cette opportunité qui fait suite à la cession de parts de son groupe la même année :

> « Le hasard a fait que j'étais à la tête d'un groupe de presse qui s'appelle le groupe Expansion que j'avais créé, développé, qui était autour du magazine *L'Expansion*, et ce magazine avait fait une… disons une expansion internationale dans des pays d'Europe. On a acheté à ce moment-là (…) environ dans une dizaine de pays d'Europe des titres de différentes sortes, mais toujours en rapport avec l'économie, et un jour quelqu'un m'a dit : il y a Marcel Herzog qui veut vendre *La Vie éco*, si ça vous intéresse, etc. » (Entretien avec Abdelfettah Benchenna, Driss Ksikes et l'auteur, 2017)

Plusieurs enquêtés mentionnent, comme certains journalistes publiquement (Islah, 2020), qu'il était « à l'époque (…) considéré comme étant proche du conseiller royal André Azoulay mais aussi de Fouad Filali, ex-gendre de Hassan II et ex-PDG de la holding royale ONA » (*Le Desk*, 2020). Selon Annemarie Iddins (Iddins, 2020, p. 3), autrice d'un article sur ce passage de JLSS à *La Vie économique*, « les médias deviennent un mécanisme pour produire un discours sur l'exceptionnalisme marocain et la transition vers la démocratie ».

---

[4] L'accès à ces données payantes a été possible grâce à un financement de l'ERC Tarica.

[5] On trouvera des détails très précis de cette expérience dans cet article parfois hagiographique et écrit en « hommage à Jean-Louis Servan-Schreiber » : Iddins, 2020.

Les conditions d'une alliance

Deux autres couples incarnent de manière beaucoup plus concrète et durable cette émergence de la presse économique au croisement des champs politique, économique et journalistique, en vue de promouvoir cette « libéralisation » politique et économique à travers un projet journalistique : d'un côté, Marie-Thérèse Bourrut, plus connue sous le nom de Nadia Salah, et Abdelmounaim Dilami à la tête d'Éco-Médias entre 1991 et 2020 ; de l'autre, Afifa Dassouli et Fahd Yata à la direction d'Impression Presse Édition depuis 1995. Tous nés dans les années 1950, ils vont mettre en place deux entreprises de presse *stricto sensu* et en assurer progressivement la pérennité, comme le montre la place des deux sociétés dans l'espace de la presse au Maroc en 2021. Au moment où ils lancent leurs titres, il s'agit de s'adresser à un public urbain, diplômé et fortement doté en capital économique, essentiellement francophone à l'époque, qui est d'ailleurs régulièrement consulté : « Tous les deux ans on fait faire une étude (…) ça permet de recadrer en cas de besoin », explique Abdelmounaim Dilami (entretien, 2015).

Cette dimension fortement commerciale du projet doit probablement beaucoup à Marie-Thérèse Bourrut, son épouse, qui a réalisé des études à dominante économique. Ancienne élève de l'Institut d'études politiques de Grenoble (1974-1977), option économie financière, elle est titulaire de plusieurs diplômes universitaires de science économique. Elle acquiert ses premières expériences dans le journalisme en France, étant en charge des questions d'énergie et européennes à la Société générale de presse (SGP), qui édite des supports à diffusion restreinte sur abonnement. Elle travaille aussi et surtout très rapidement au Maroc où elle s'installe avec son conjoint à la fin des années 1970. Elle exerce comme la plupart des journalistes de la presse écrite de l'époque dans un quotidien partisan, celui du parti conservateur de l'Istiqlal, *L'Opinion*, en 1978-1979, puis entre 1981 et 1989 où elle couvre les questions économiques. Elle est correspondante au Maroc de l'hebdomadaire français *Le Moniteur des travaux publics* (1981-1992) et du magazine économique *Middle East Economic Digest* (1983-1994).

Outre sa contribution à un journalisme économique encore naissant, Marie-Thérèse Bourrut participe de l'intérieur au processus de mise en œuvre du programme d'« ajustement structurel » faisant suite aux injonctions du FMI. En effet, elle est à la fois consultante pour le ministère des Travaux publics (1984-1991) et surtout conseillère (1986-1991) au cabinet de Mohamed Berrada, ministre de l'Économie et des Finances.

C'est après avoir effectué un passage de plus de deux ans à la rédaction en chef de *La Vie économique* (1989-1991), le principal journal économique marocain de l'époque, qu'elle va contribuer à moderniser (entretien avec un de ses confrères, 2015), que Marie-Thérèse Bourrut fonde en 1991 avec son mari la société Éco-Médias (Park et Boum, 2016, p. 540-541 ; Sabib, 2012). Alors professeur de droit à l'université Mohammed V de Rabat, Abdelmounaim Dilami explique qu'ils ont saisi ces « opportunités politiques et économiques » (entretien, 2015). Né à Fès en 1950, ce docteur d'État en droit public et science politique de l'Université de Grenoble explique qu'il s'est s'engagé dans la presse « par le mariage », tout en continuant en parallèle sa carrière universitaire.

> « Il se trouve que mon épouse, quand on est rentré au Maroc, avait commencé à travailler dans la presse économique. Donc, lorsque ces opportunités politiques et économiques sont apparues, on s'est dit : "bon, on va se lancer et on va créer une entreprise effectivement", pour accompagner tout ce processus dont je vous ai parlé. Donc comme quelqu'un l'avait dit une fois, je suis venu un petit peu par alliance, par le mariage. » (Entretien, octobre 2015)

Le couple Dilami-Bourrut s'est associé dès le départ à Khalid Belyazid, qui a fréquenté le lycée mixte de Fès avant d'effectuer également ses études en France (doctorat de gestion à Nice), puis d'intégrer la direction des ressources humaines de deux entreprises (de médicaments et de jean's) (*L'Économiste*, 2016). Membre du Conseil d'administration et doté de quelques parts dans la société, il va au fil des années monter dans la hiérarchie du groupe, en étant respectivement secrétaire général de la rédaction, directeur du développement à partir de 1997 (*L'Économiste*, 1997), directeur général depuis 2001. Parmi les cofondateurs de *L'Économiste* figure aussi Nader Mawlawi, un Libanais qui a également fait ses études (notamment en démographie) en France et dirige en 1991 le groupe Sunergia, spécialisé dans les études de marché, « qui fit l'étude de marché pour le lancement » du journal (Belyazid, 2021). C'est sa société qui réalise de nombreuses études publiées dans le journal. C'est donc le contexte de libéralisation politique et économique qui est propice au lancement de titres économiques.

> « C'était en 91 quand on a démarré, et c'était l'ouverture de la libéralisation économique du pays, et la libéralisation économique allait amener deux choses. Bon, peu à peu, les choses allaient se rationaliser, par la force des choses, parce que, vu les accords, les échanges du Maroc avec l'Europe, on est bien obligé de commencer à y ressembler un peu… Et puis la libéralisation économique, qui était une nécessité à l'époque, c'était pas… juste un choix

> comme ça allait forcément entraîner peu après une libéralisation politique. Donc un marché de l'information allait devenir important, la disponibilité de l'information, sa fluidité allaient devenir des choses très importantes pour la société. Donc on avait misé sur ça. » (Entretien avec Abdelmounaim Dilami, 2015)

Non seulement le lancement d'un titre économique, dont la parution était hebdomadaire en 1991, accompagne par son offre journalistique ce processus de « libéralisation » économique, mais celui-ci est aussi et surtout suscité et/ou accompagné par certaines fractions du pouvoir, très probablement André Azoulay, conseiller du Roi Hassan II[6], et Mohamed Berrada, avec lequel a travaillé Marie-Thérèse Bourrut quand il était ministre des Finances.

> « Moi je pense que c'est l'influence de personnes comme André Azoulay, qui était conseiller économique du roi… (…) Je pense que tout ce qui est presse économique, etc., c'est Nadia Salah et Dilami qui ont fait leur journal sous… comment dire… avec le soutien, mais aussi comment dire… la… [il cherche ses mots] pas la pression… pas la pression mais les encouragements évidents de… André Azoulay et de Si Mohammed Berrada, qui était à l'époque ambassadeur à Paris. » (Entretien avec un cadre dirigeant de la presse économique, 2017)

De ce fait, les grandes entreprises nationales vont tout d'abord acheter de la publicité, qui constitue la principale source de revenus du titre : au premier semestre 2005, *L'Économiste*, qui vend alors environ 10 000 exemplaires, « s'adjuge à lui seul près de 15 % des investissements publicitaires dans la presse écrite, alors que ses ventes ne représentent que 3,33 % du total marocain ! Il y a là un mystère commercial qui mérite une étude plus approfondie… », fait remarquer ironiquement le journaliste Robert Assaraf dans *Jeune Afrique* (Assaraf, 2005). Il en va de même pour son confrère *La Nouvelle Tribune* lancé en 1995 par Fahd Yata et Afifa Dassouli : « Malgré les quelques faibles milliers d'exemplaires annoncés vendus,

[6] Né en 1941, diplômé du Centre de formation des journalistes (CFJ) à Paris, André Azoulay a lui-même commencé une carrière de journaliste professionnel dans les années 1960 étant tout d'abord rédacteur en chef du quotidien *Maroc Informations* et correspondant d'Europe 1 pour l'Afrique du Nord à Casablanca entre 1963 et 1966 avant de partir en France où il a été journaliste au service étranger du *Monde* (1966-1968). Après un passage de deux ans comme directeur du service des études de la holding royale l'ONA, il commence une carrière dans une des plus grosses banques françaises à Paris : il est directeur du groupe SCOA Paris (Société commerciale de l'Ouest africain) appartenant à cet établissement pendant les années 1970, puis directeur de la communication de Paribas (1980-1990). Il est nommé conseiller du roi Hassan II en novembre 1991 (biographie de la presse, 2017).

le journal recueille 6,3 millions de dirhams, soit, pour certains numéros, proportionnellement quatre fois plus que *La Vie économique* et six fois plus que *TelQuel*. » (*Ibid*., 2005)

Au-delà de la publicité, certains grands groupes vont surtout investir directement dans Éco-Médias : « On a fait un tour de table avec les institutionnels, c'est-à-dire que Nadia Salah et moi, nous avons 60 % du capital, et puis nous avons avec nous des institutionnels qui ont en 10 chacun. Donc c'est un tour de table assez large, mais dont nous détenons quand même la majorité », explique Abdelmounaim Dilami (entretien, 2015). En effet, la société anonyme était constituée au moment de notre enquête à plus de 60 % par le couple et le reste par des partenaires historiques, des investisseurs institutionnels liés aux fractions dominantes du champ économique et politique, c'est-à-dire très largement francophones.

Parmi eux, dès le départ, figurent les grands groupes marocains. Au-delà de l'Omnium nord-africain (ONA), propriété de la famille royale, on trouve de grandes entreprises du pays, proches du pouvoir royal : la Société marocaine de participation (SOPAR), holding familial d'une des plus grandes fortunes du pays de l'époque, Moulay Ali Kettani, issu d'une grande famille fassie nationaliste et qui a été à la tête de la Chambre de commerce et d'industrie de Casablanca (Hachim, 2006, p. 209-210) et surtout de Wafabank (Kaioua, 1993, p. 328-329). Il sera remplacé par son fils aîné, Saâd, un ancien diplômé de l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP) marié à la fille d'Abdelhadi Boutaleb, conseiller royal sous Hassan II, qui vendra la holding familiale à la BCM en 2003, pour former le groupe Attijariwafa Bank, filiale de la holding royale la Société nationale d'investissement (SNI).

S'ajoute l'un des principaux banquiers marocains de l'époque, Abdelaziz Alami, qui représente la Banque commerciale du Maroc (aujourd'hui Attijariwafa Bank), dans laquelle la holding royale était actionnaire et qu'il dirige au milieu des années 1960. La BCM a pris 15 % du capital de départ du journal (1 million de dirhams) avant, plus tard, de céder ses parts aux deux fondateurs (M.A.B., 2014). S'ajoute enfin comme investisseur institutionnel le groupe KAT spécialisé dans l'agro-alimentaire, détenu également par une grande famille fassie, les Ouazzani, notamment Thami Ouazzani Touhamy. Cet avocat formé à Paris a été nommé en 1956 ministre de la Production industrielle et des Mines, pour ensuite occuper des postes d'ambassadeur du Royaume, de ministre du Travail et des Affaires sociales, du Tourisme et se lancer avec succès dans les affaires dans les années 1970 (Douyeb, 2003).

Dans le numéro anniversaire des 30 ans de *L'Économiste*, Khalid Belyazid (Belyazid, 2021), son directeur général, mentionne également la participation de deux hommes d'affaires très liés dans leur parcours et nés au début des années 1960. Le premier, Aziz Akhannouch, revient au Maroc en 1990 après un MBA à l'université de Sherbrooke au Québec pour intégrer l'une des filiales du groupe de son père, spécialisé dans les énergies et le pétrole (Berraoui, 2006 ; Boum, Park, 2016, p. 33-34 ; Ahougnon, 2021). Il deviendra au décès de celui-ci l'actionnaire majoritaire d'Akwa, qui va investir dans Éco-Médias. Le second, Moulay Hafid Elalamy, est également diplômé de l'université de Sherbrooke au Canada (Duteil, 2014) où il a obtenu un diplôme en ingénierie informatique. Après un bref passage au cabinet du ministère des Finances au Canada et au sein d'un groupe québécois, il rentre lui aussi dans son pays natal (à la fin des années 1980) pour travailler directement – il en sera notamment le secrétaire général à partir de 1994 – puis indirectement pour la holding royale ONA dans le secteur des assurances (Tovi, 2007) au moment de la création d'Éco-Médias.

L'élargissement du conseil d'administration du groupe en 1999, afin de se conformer au nouveau texte sur les sociétés anonymes (*L'Économiste*, 1999), montre combien ses cofondateurs s'entourent d'autres grands noms qui incarnent les fractions dominantes du champ du pouvoir marocain à l'époque et ont participé très directement au processus de financiarisation et de privatisation de l'économie marocaine mené sous le contrôle des conseillers du Palais royal. En effet, quand il entre au conseil d'administration d'Éco-Médias, Driss Jettou a déjà été plusieurs fois ministre entre 1993 et 1998, notamment en charge du Commerce et de l'Industrie et des Finances, c'est-à-dire un des artisans de la mise en œuvre du programme de privatisation. « À la mort de Hassan II (en 1999), Jettou est chargé de mettre de l'ordre dans les affaires privées du souverain défunt. Il prend la tête de Siger (anagramme de Regis), actionnaire de référence de la holding royale ONA », explique ainsi le journaliste Jules Crétois (Crétois, 2018). Il sera notamment PDG de l'Office chérifien des phosphates en août 2001, puis Premier ministre (2002-2007). Fils d'un épicier d'El Jadida, il incarne l'ascension sociale par les affaires industrielles. Employé chez la marque de chaussures Bata, il se forme au management et à la gestion d'entreprise au Cordwainers College à Londres avant de fonder sa propre marque concurrente, Au Derby, devenant également président de la Fédération du textile et du cuir à la CGEM et vice-président de l'Association marocaine des exportateurs (ASMEX). Il devient ensuite un « grand commis de l'État » souvent décrit comme proche de l'USFP.

Deux autres nouveaux entrants au conseil d'administration sont des ingénieurs formés en France, dont les carrières sont plus directement liées à l'État. D'un côté, Driss Benhima est issu « d'une famille de grands commis de l'État originaire de la ville de Safi », fils de l'ancien Premier ministre Muhammad Benhima (1966-1969) « qui a été le premier président marocain de l'ONA en 1969 » (Catusse, 2014 [2008], p. 112). Son parcours est également très fortement lié au champ bureaucratique. Diplômé de l'École Polytechnique de Paris et de l'École nationale supérieure des Mines à Paris, il a assuré différentes charges à l'OCP, qui est encore une entreprise publique, entre 1978 et 1990, avant de rejoindre le secteur privé, devenant administrateur d'une branche du groupe Air Liquide. Comme d'autres membres du conseil d'administration d'Éco-Médias, il en est membre après avoir été, à la fin du règne de Hassan II (1997-1998), ministre des Transports, de la Marine marchande, du Tourisme, de l'Énergie et des Mines, et avoir présidé l'Office national d'électricité (ONE) à partir de 1994. D'un autre côté, Abdelazziz Meziane-Belfikh, ingénieur ancien élève des Ponts-et-Chaussées, a travaillé à différents postes de responsabilité pour le ministère des Travaux publics à partir de 1968, est devenu notamment secrétaire général des Travaux publics à partir de 1983 et a été nommé au conseil d'administration en 1999 après un mandat de ministre de l'Agriculture (1997-1998). Il est alors conseiller de Mohammed VI après avoir occupé la même fonction auprès de son père.

Enfin, d'autres profils de grands dirigeants, qui ont tous fait leurs études en France, renvoient davantage au pôle financier de l'espace économique marocain. C'est le cas d'Adil Douiri qui, après l'obtention de son diplôme de l'École nationale des Ponts-et-Chaussées en 1985, débute à BNP Paribas jusqu'au début des années 1990 avant de cofonder en 1992 un grand groupe financier, le Casablanca Finance Group (CFG), chargé de développer les marchés financiers au Maroc. Son associé, Amyn Alami, qui rejoint également le conseil d'administration d'Éco-Médias, est un spécialiste de la finance, ancien diplômé de l'IEP Paris, qui commence également à travailler dans un groupe bancaire français, au département de recherche et d'arbitrage de la Compagnie financière Edmond de Rothshild-Banque. Quand il entre au conseil d'administration en 1999, il a été entre 1995 et 1998 président délégué de la Bourse de Casablanca ouverte en 1993.

La création de la société Écoprint en 1997, qui gère l'imprimerie du groupe Éco-Médias, témoigne également de ce fort ancrage du groupe au sein du champ du pouvoir. Les deux autres principaux membres d'Écoprint indiqués par le greffe (Charika, 2020) incarnent aussi les fractions

dominantes de cet univers. En effet, Moulay Hafid El Alamy y représente désormais son groupe Saham. On retrouve Abderrahmane Saaidi également formé aux affaires en France (licence en droit des affaires à Montpellier, diplôme de l'École supérieure de commerce de Montpellier en 1973 et diplôme d'expert-comptable en 1976). Il a notamment enseigné à l'Institut supérieur du commerce et d'administration des entreprises (ISCAE) de Casablanca. En 1985, il fonde Saaidi & Hdid Consultants, l'un des premiers cabinets marocains de conseil et d'assistance en matière de droit, fiscalité, comptabilité et finance d'entreprise. Ce fils d'ébéniste est surtout l'un des principaux artisans des privatisations et des réformes fiscales puisqu'il a été ministre de l'Incitation de l'économie, de la Privatisation, délégué auprès du Premier ministre, chargé des Établissements de l'État en 1995 et surtout ministre de la Privatisation entre 1997 et 1998, avant d'être nommé en 2001 directeur général de la SAMIR, la raffinerie du Maroc, qu'il avait lui-même privatisée (Manyani, 2020 ; *Maroc Hebdo*, 2020).

Abdelmounaïm Dilami s'appuie également sur des représentants de la France au Maroc dans l'imprimerie comme dans la communication. En effet, il s'allie quasiment à parité dans Écoprint avec l'homme d'affaires français Jean-Luc Martinet, nommé directeur délégué, qui est un des principaux représentants français du commerce et de l'industrie au Maroc. Il est alors à la tête depuis 1985 de sa première entreprise, EXIPP, spécialisée en courtage international de papiers cartons. Ce Français du Maroc est issu d'une riche famille chrétienne de promoteurs de Casablanca, un quartier de la ville portant le nom de Martinet en hommage à son grand-père Odil (Derb Lihoudi aujourd'hui). Son oncle, Guy Martinet, historien et archéologue, a lutté pour l'indépendance du pays, et le mari de sa mère, Charles Gonard, un célèbre résistant, compagnon de la Libération (Hopquin, 2016), qui a contribué à l'élever, était connu pour ses positions anticoloniales. Il a travaillé vingt-huit ans au Maroc, dirigeant d'ailleurs une ancienne entreprise coloniale, la Compagnie chérifienne des textiles (CCT). Après des études d'économie à l'université Mohammed V de Rabat et de gestion à l'université de Montpellier, Jean-Luc Martinet a commencé sa carrière à la direction financière d'une société de leasing au Maroc avant d'être directeur général de la société Le Carton (1977-1984) et de se lancer dans l'entrepreneuriat[7]. Dans les années 2000, il présidera la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc, sera représentant de l'UMP au Maroc (2009-2013) et

[7] Source principale : http://www.aixor.com/pages.php?pid=3

surtout créera en 2001 la holding financière Aixor qu'il dirige et dont il est le représentant au sein d'Éco-Médias et d'Écoprint.

De même, quand il fonde Éco Studies en 2008, chargé de gérer l'École supérieure de journalisme et de communication (ESJC) qui a été créée en plein centre de Casablanca pour lutter contre la pénurie de journalistes francophones, Abdelmounaïm Dilami enrôle deux spécialistes français de la communication comme administrateurs : Cyrille Benoist, président et principal actionnaire de la Société par Actions Simplifiée (SAS) Learning Management Development (LMD), dont le capital est de 3,9 millions d'euros en 2007[8], qui va présider le conseil d'administration et Guillaume Jobin son associé. Diplômé de l'Institut supérieur de gestion (ISG) en 1986, le premier se spécialise dans le conseil en communication (Biographie de la presse, 2017) ; il est le fils d'un conseiller-maître à la Cour des comptes qui a travaillé dans de nombreux cabinets ministériels entre les années 1950 et 1970, présidant à sa retraite le Secours catholique (1995-1997). Cyrille Benoist commence (1981-1988) à la direction générale de l'information du Conseil national du patronat français (CNPF) et fonde dans les années 1990 et 2000 plusieurs sociétés dans le conseil en communication (BIA, Décision Communication), la veille plurimédia (Presse+). Il se lance au début des années 2000 dans l'enseignement privé sur cette matière en présidant le Groupe ECS (European Communication School) entre 2003 et 2008. Il créé en 2003 Learning Management Development (LMD) en développant, surtout à partir de 2006, l'École supérieure de journalisme (ESJ), une école privée basée à Paris fondée en 1896, qu'il a rachetée. Il va la présider entre 2006 et 2008 avant de céder sa place à son associé Guillaume Jobin qui la préside encore en 2021.

C'est surtout ce dernier qui s'installe en partie au Maroc à partir de 2008 et va développer les liens entre les deux écoles. Docteur en médecine et titulaire d'un Master of Business Administration (MBA) de l'École des hautes études commerciales (HEC), il est issu d'une grande famille de négociants en café au port du Havre, la Maison Paul Jobin & compagnie fondée à la fin du XIX^{e} siècle, qui a développé le commerce avec les colonies françaises. Son père, Philippe Jobin, a fait sa carrière au sein de l'entreprise familiale – sa mère y est également fortement impliquée – qu'il reprend au début des années 1970 pour la vendre en 1988, ses héritiers ne souhaitant pas poursuivre (Hanachi, 2015, p. 290-294). Après ses études supérieures,

[8] Les données juridiques et financières sur les sociétés françaises sont extraites de la base Cap Financials, et les données biographiques sont issues des fiches des intéressés constituées par lesbiographes.com et de leurs pages LinkedIn.

Guillaume Jobin a d'abord travaillé pendant vingt ans en France dans le marketing médical et la finance (1986-2006), publiant un ouvrage *Exporter et investir en Russie* paru aux éditions Vuibert en 1995. Il se lance ensuite dans l'enseignement privé spécialisé dans la communication et le journalisme au milieu des années 2000. Il le fait *via* LMD et surtout en reprenant seul en 2008 l'ESJ Paris (ESJP) qu'il va développer à l'international via sa société ESJ Développement. Au-delà de son association avec Éco Studies – Abdelmounaïm Dilami est également associé dans ESJ Développement –, il s'alliera au Maroc à l'École de management et des sciences informatiques (EMPSI) et ouvrira une antenne à Rabat avec l'*Institute for Leadership and Communication Studies* (ILCS) (*Maghreb confidentiel*, 2015). Il a développé également plus tard des formations en Algérie, en Tunisie et au Sénégal.

La préservation d'un capitalisme familial

Pour autant, ce fort ancrage dans le champ du pouvoir au Maroc et ses alliances avec des Français vivant au Maroc ne doivent pas faire oublier la dimension familiale du groupe Éco-Médias[9], qui cherche à préserver une forme d'autonomie en gardant le contrôle à travers un actionnariat majoritaire. C'est ce qui a permis aux fondateurs de résister (visiblement à plusieurs reprises) à des tentatives de rachat, notamment de la part du groupe Caractères d'Aziz Akhannouch. À la fin de la décennie 1990, Nadia Salah expliquait ainsi dans un entretien à Gilles Kraemer que, « en 1997, certains de nos actionnaires ont acheté *La Vie économique* à M. Servan-Schreiber, ce qui a posé un problème de concurrence déloyale puisque les deux titres sont presque sur le même créneau. Nous avons attaqué ces deux actionnaires qui voulaient mettre en place un empire médiatique contre nous » (Kraemer, 2001, p. 151-152). De même, Négib Bouderbala explique au début des années 2000 que « ses statuts lui ont permis de résister à trois tentatives de prises de contrôle du journal par des groupes extérieurs » (Bouderbala, 2001, p. 34-35). Ce fut aussi visiblement le cas en 2019, selon la lettre *Maghreb confidentiel* (2019), qui fait état d'une nouvelle tentative du groupe Caractères avant la vente d'Éco-Médias à la holding Trispolis, détenue par Best Financière, un leader de la distribution avec notamment Label Vie, Carrefour, et par le groupe Sunergia, actionnaire historique.

[9] Cette dimension quasi systématique dans les entreprises de presse marocaine, et plus généralement dans de nombreuses entreprises, ne peut être traitée ici et fera l'objet de développements ultérieurs.

Le mariage de l'économie, de la politique et de la presse

Un autre couple de la même génération et semblable sous de nombreux aspects s'est engagé dans la presse économique, en léger décalage avec Marie-Thérèse Bourrut et Abdelmounaim Dilami. C'est en effet le 30 novembre 1995 que la société anonyme Impression presse édition (IPE), qui édite l'hebdomadaire *La Nouvelle Tribune*, créée par Fahd Yata et son épouse Afifa Dassouli, est immatriculée. Originaire selon son expression de la « bourgeoisie fassie » istiqlalienne, Afifa Dassouli a rencontré dans le courant des années 1970 son futur mari à l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM) à Paris. Si son père était un militant du parti conservateur nationaliste, elle se décrit alors comme une « sympathisante de l'USFP » (Oiknine, Mrani, 2011, p. 62). Fahd Yata est, lui, membre d'un autre parti de gauche, le Parti du progrès et du socialisme (PPS), dirigé par son père qui anime également son organe de presse, le quotidien *Al Bayane*. Ali Yata, grande figure de la vie politique marocaine, avait été secrétaire général du Parti communiste marocain (PCM) à partir de 1945, parti qui a été banni entre 1950 et 1968, puis de sa « réincarnation », le PLS (Parti de la libération et du socialisme) à la fin des années 1960. Il a été emprisonné sous la colonisation française, et il est en exil en région parisienne quand son fils Fahd Yata naît en 1952. Il revient dans le Maroc indépendant à la fin des années 1950, obtenant la nationalité marocaine par décision de Mohammed V et de Hassan II, alors prince héritier, pour son engagement dans la lutte pour le recouvrement de la souveraineté du pays.

Fahd Yata est donc élevé au sein de la gauche du champ politique marocain où il acquiert, *via* son père notamment, non seulement un capital politique et un capital social, mais aussi un double capital professionnel dans le journalisme et à l'université. En effet, socialisé dans un univers francophone comme Abdelmounaim Dilami, il réalise des études longues au Maroc et en France. Élève du lycée Lyautey de Casablanca, l'un des établissements français les plus prestigieux du pays, il poursuit des études de droit et de science politique en France, obtenant notamment un DEA et un doctorat en relations internationales à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (1978-1979). S'il occupe rapidement à son retour au Maroc un poste d'enseignant-chercheur à la faculté de droit de l'Université Hassan II de Casablanca, il investit en même temps l'espace journalistique marocain dans lequel il a été formé très tôt, comme son frère Nadir, également journaliste, par son père et dans « son » journal *Al Bayane* où il a été rédacteur

entre 1979 et 1986 (entretien, 2017). Ce sera également le cas d'une autre figure de la presse écrite marocaine, Aboubakr Jamaï, le fils de Khalid Jamaï, journaliste de *L'Opinion*, le quotidien du parti de l'Istiqlal. Fahd Yata continue à se former à l'encadrement et au fonctionnement des entreprises de presse en devenant successivement directeur de rédaction du magazine *Tijaris*, édité par le Centre islamique pour le développement du commerce (CIDC) à Casablanca (1986-1988), du magazine *Enjeux* (1989-1991), avant de rejoindre à moins de 40 ans la direction de l'information et des magazines de la chaîne privée *2M* (1991-1992).

> « Un jour, je ne sais pas, c'était fin 90 ou 91, à un feu rouge, il y a un grand 4x4 noir, la vitre s'abaisse, et il y a Fouad Filali et Driss Basri qui me dit : "Monsieur Yata ? Est-ce que vous êtes libre à déjeuner demain ?" Je dis : "Oui, bien sûr." "Venez nous rejoindre demain." Et là, il me dit : "Monsieur Yata, voilà, j'aimerais que vous preniez la direction de l'information de *2M*." Pour moi, c'était une projection dans la stratosphère, parce que je connaissais *2M*, c'était une télé qui venait à peine de naître. Bon elle était câblée, cryptée, payante, mais Fouad Filali était au faîte de sa puissance à ce moment-là, le gendre du roi. À l'ONA, il prenait de l'importance, etc. dans les affaires. (…) Et donc, et c'était 90-91, on sentait que ça bougeait et ça bougeait parce que… c'est à ce moment-là que la maladie du roi a été révélée. Il avait été hospitalisé aux États-Unis, etc. (…) et lui a compris, le roi a compris lui-même qu'il devait préparer sa succession, son départ. Basri a compris qu'il avait quelques instruments pour faire du fric, donc il s'est mis à fond dans les affaires, mais aussi ça a mené vers l'amnistie des détenus, des exilés en 94. *2M*… *2M* était un espace de liberté. (…) Et je pense que *2M*… a fait le lit de la presse indépendante marocaine. Ou de la presse commerciale marocaine (…) Parce que *2M* est sortie en 89, *L'Économiste*, il a commencé (…) en 91… *Maroc Hebdo* aussi, 91. » (Entretien, 2017)

C'est après avoir été rédacteur en chef de *La Vie économique* (1992-1995) qu'il lance *La Nouvelle Tribune*. Le projet de titre économique du couple est visiblement « inspiré par la démarche et les conseils » de ses « amis de *L'Économiste* », expliqua rétrospectivement Fahd Yata (*L'Économiste*, 1996). Le projet, inspiré de *La Tribune* en France, est en lien direct avec une volonté politique : « En fait, le plus gros holding marocain, l'Omnium nord-africain (ONA) cherchait à créer un titre économique », raconte-t-il dans un entretien à la fin des années 1990 (Kraemer, 2001, p. 151).

Son épouse, Afifa Dassouli, a joué un rôle capital dans tous les sens du terme, comme Marie-Thérèse Bourrut dans le cas du groupe Éco-Médias. À l'instar de sa consœur, elle dispose d'une solide formation en économie financière acquise en France et sera également une des pionnières dans l'émergence de ce journalisme spécialisé. En effet, titulaire d'une maîtrise

de gestion, d'un DESS de gestion financière de l'université de Paris I et d'un doctorat, elle a non seulement apporté son savoir-faire dans la production de contenus spécialisés dans le domaine financier, réalisant le « premier cahier "saumon" du Maroc » (*Le Desk*-Reporters sans frontières, 2021), mais aussi dans la gestion même de la société dont elle est toujours directrice administrative et financière. Il est révélateur que, à l'occasion du quinzième anniversaire de la naissance de *La Nouvelle Tribune*, Fahd Yata l'ait remerciée publiquement en précisant que c'est à elle que « revient le mérite d'avoir conçu et géré *La Nouvelle Tribune* comme doit l'être une entreprise » (*L'Économiste*, 2011). Ils racontent ainsi la naissance de leur hebdomadaire.

> « Et moi, en pur produit de ma formation, je lui ai suggéré de créer son propre journal. Je lui ai proposé de monter un business-plan et d'aller chercher des investisseurs : s'ils nous font confiance tant mieux ; si ce n'est pas le cas, nous ferons marche arrière. Il n'y croyait pas : j'ai donc fait le business plan, j'ai commandé une étude de marché, etc. Et il s'est avéré que les investisseurs étaient enthousiastes. » (Afifa Dassouli citée par Oiknine, Mrani, 2011, p. 62)
>
> « À l'époque, c'était en 95, j'avais 43 ans. Elle m'a dit : "Fahd, tu vas continuer à travailler pour les autres ? – Oui, pourquoi ? Je ne devrais pas avoir de problème pour trouver un job quelque part. – Non, je crois que c'est maintenant ou jamais, ou tu fais ton journal, ou tu ne seras jamais indépendant. – Mais Afifa, l'argent… – L'argent ? Je pense que tu as assez de notoriété pour en trouver." » (Entretien avec Fahd Yata, 2017)

Comme Marie-Thérèse Bourrut, cette enseignante de l'ISCAE a été impliquée dans le processus de privatisation et de financiarisation de l'économie marocaine, nouant des relations avec les principaux agents des fractions dominantes du champ du pouvoir, qui seront mobilisés au moment de la création d'IPE. En effet, comme elle le raconte, dans le courant de son PhD au Canada au début des années 1990, Afifa Dassouli fait un stage dans la célèbre firme de courtage Salomon Brothers au Maroc, qui crée alors un fonds qu'elle va « gérer » : « C'est ce que j'ai fait pendant quatre ans sous l'autorité de grandes personnalités marocaines comme MM. Mohamed Berrada et Fouad Filali. » (Oiknine, Mrani, 2001, p. 62) Elle participe ainsi au fonctionnement du Morocco Fund lancé à cette époque par Salomon Brothers et la holding royale ONA pour « mobiliser en faveur du Maroc des capitaux étrangers (…), promouvoir les investissements et la création d'emplois, (favoriser) l'émergence du marché financier et l'ouverture du capital des entreprises marocaines » selon les termes de son communiqué (Salah, 1994). Mohamed Berrada, qui devient président de la société de gestion du Morocco Fund, a été ministre des Finances de 1986 à 1993, c'est-à-dire un des principaux animateurs du processus de réformes touchant le

commerce extérieur, la monnaie, les réformes fiscales et la transformation des marchés financiers. Quant à Fouad Filali, il est le fils d'Abdellatif Filali, ancien ministre à la fin des années 1960 et durant les années 1970, diplomate et Premier ministre (1995-1998), issu d'une grande dynastie marocaine. Fouad Filali est alors le président du conseil d'administration du Fonds et à la tête de la holding royale, étant encore également le mari de Lalla Meryem, la fille aînée de Hassan II.

Fahd Yata, le mari d'Afifa Dassouli, explique très franchement en entretien le rôle direct de son épouse non seulement dans la décision de lancer le journal, mais aussi dans la constitution du tour de table de la société, tout particulièrement quand il a fallu faire appel à deux des plus importants banquiers marocains à l'époque : Abdelaziz El Alami, qui était également un des actionnaires de *L'Économiste* dès 1991, était alors président de la Banque commerciale du Maroc (BCM) dans laquelle l'ONA avait des parts ; Othman Benjelloun, qui était devenu en juin 1995 le président de Banque marocaine du commerce extérieur (BMCE), banque privatisée cette année-là et dont il a pris le contrôle par le biais d'une des filiales d'un important groupe familial, la Royale marocaine d'assurance (RMA) (Catusse, 2008, § 49). Cette année-là, il fonde également la Chambre américaine du commerce au Maroc, et il est désigné président du Groupement professionnel des banques marocaines (GPBM).

> « À travers les levées de fonds du Morocco Fund, elle avait eu accès à tous les grands patrons économiques du Maroc. Donc j'ai pris rendez-vous avec deux hommes : Abdelaziz El Alami, qui était le PDG de la Banque commerciale du Maroc, un esprit brillantissime, un intellectuel de valeur qui citait Proust dans le texte *A la recherche du temps perdu* qu'il connaissait par cœur, entre autres, mais d'une grande, grande culture. Et c'était des gens qui avaient des idées bien arrêtées, qui étaient de grands capitalistes, mais il y avait un côté humaniste et surtout beaucoup de respect pour le Mouvement national et pour le Parti communiste. Je l'ai senti, parce qu'ils m'ont aidé. Donc Abdelaziz El Alami et Othman Benjelloun, le patron de la BMCE. Elle me dit : il faut voir ces gens-là. » (Entretien avec Fahd Yata, 2017)

Si ces expériences pionnières de la constitution d'entreprises de presse au Maroc montrent les conditions de possibilité de leur pérennisation, notamment à travers leurs relations avec les fractions dominantes du champ du pouvoir, elles pointent en filigrane un autre trait spécifique de l'univers journalistique marocain qui mériterait également d'être approfondi. En effet, cet univers professionnel était jusqu'au début des années 1990 dominé par le journalisme politique partisan et officiel, tout

particulièrement ses éditorialistes, souvent chefs de parti et/ou porte-paroles des autorités. Les journalistes entraient en effet *via* la presse partisane et étaient souvent issus, au moins pour les plus visibles, des filières traditionnelles du droit, de la science politique ou encore des langues et de la littérature.

Le journalisme et l'information économiques fournissent une autre voie d'entrée privilégiée, même si elle reste très probablement faible quantitativement. En effet, ceux-ci ont été non seulement l'un des principaux terrains de développement de la presse privée non partisane, mais aussi paradoxalement d'expérimentation du reportage politique et/ou économique et/ou social. Au-delà de Nadia Salah et d'Afifa Dassouli, une série de figures importantes du journalisme au Maroc a débuté *via* la presse et/ou le journalisme économiques après avoir suivi des formations spécialisées, voire travaillé dans le domaine. C'est le cas de certains journalistes-entrepreneurs (nés à la fin des années 1960 ou au début des années 1970) des hebdomadaires généralistes « indépendants » – *Le Journal* (1997-2010) ou *TelQuel* : Ali Amar, l'actuel responsable du *Desk*, un site d'information ayant une dominante économique, son ancien associé au *Journal* Aboubakr Jamaï ou encore Ahmed Reda Benchemsi, qui sont tous les deux sortis de la profession et exercent en 2021 leur activité professionnelle à l'étranger. Dans la plus jeune génération, Aïcha Akalay, qui a dirigé *TelQuel* (2016-2019) et contribué au lancement de sa plateforme numérique, ou Omar Radi, qui a travaillé pour *Le Desk* et *Médias24* en se spécialisant dans les « enquêtes » et les « reportages », ont également suivi des filières économiques. D'autres ont fait carrière dans cette presse ou dans les rubriques *ad hoc* comme Naceureddine Elafrite, un patron de presse tunisien aujourd'hui à la tête de *Médias24*, un site d'information économique qu'il a lancé en 2013, après avoir occupé des responsabilités à *L'Économiste* à ses débuts, mais aussi à *La Vie économique* notamment. C'est également le cas de Mehdi Michbal (*Finance News, Le Desk, Médias24, TelQuel*, etc.) ou encore de Nabila Fathi (*Le Journal, Challenges, Médias24, La Vie économique* notamment), qui travaillent en 2021 depuis l'étranger.

Ce récit de deux expériences de développement d'entreprises de presse et de journalisme économique n'est cependant qu'un point d'entrée parmi d'autres d'une analyse de l'espace de la presse (papier et électronique) et de ses dirigeants qui reste à faire. En effet, l'étude des trajectoires des entreprises et de leurs principaux cadres dirigeants demeure pour l'instant un des points aveugles des enquêtes sur le sujet.

Bibliographie

Ait-Mous Fadma, Znagui Bachir, Tritki Khalid, Abdouni Abdeljabbar, Ksikes Driss, *Médias économiques et construction de la citoyenneté au Maroc : comportement des éditeurs et des journalistes*, Rabat, CESEM, 2014.

Benabid Mohamed, *Pratiques de consommation et processus de changement organisationnel : cas du marché de l'information en ligne, doctorat en cotutelle en sciences de l'information et de la communication*, Université Paris 8, et en sciences de gestion, ISCAE, 2018. https://www.theses.fr/2018PA080044.pdf

Benchenna Abdel, Ksikes Driss, Marchetti Dominique, « La presse au Maroc : une économie très politique : le cas des supports papier et électronique depuis le début des années 90 », *Questions de communication*, n° 32, 2017. DOI : https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11527

Benchenna Abdel, Marchetti Dominique, « Écrire entre les "lignes rouges" : l'espace de la presse électronique au Maroc et ses enjeux », *in* Bruno Péquignot (dir.), *Les Industries culturelles et créatives dans la mondialisation,* Paris, L'Harmattan, 2019, coll. « Questions contemporaines », série « Les jeudis de L'Harmattan ». https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02109002v1

Benchenna Abdel, Marchetti Dominique, « Une offre sous conditions : les logiques contemporaines du champ du pouvoir marocain pour contrôler la presse nationale », *in* Yauheni Kryzhanouski, Dominique Marchetti et Bella Ostromooukhova (dir.), *L'Invisibilisation de la censure : les nouveaux modes de contrôle des productions culturelles : Biélorussie, France, Maroc et Russie*, Paris, Eur'Orbem éditions, Études et travaux, 2020. https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03096109v2

Bennani-Chraïbi Mounia « Le Maroc à l'épreuve du temps mondial », dans *Le Temps mondial*, sous la dir. de Z. Laidi, Bruxelles, Complexe, 1997.

Bennani-Chraïbi Mounia, « "Hommes d'affaires" *versus* "profs de fac" : la notabilisation parlementaire d'un parti de militants au Maroc », *Revue internationale de politique comparée*, 2008, vol. 15, n° 2. DOI : https://doi.org/10.3917/ripc.152.0205

Benslimane Mehdi, 2015, *Presse « indépendante » et pouvoir : le Journal (1997-2010) promoteur du trône au Maroc : une psycho-socio-anthropologie historique du journalisme politique*, thèse en science politique, Université de Grenoble-Alpes. https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01459214/document

BENSMAIN Abdallah, 2015, *Alors l'information ? Les journalistes parlent du journalisme… et d'eux-mêmes*, Casablanca, Afrique-Orient.

BOUDERBALA Négib, « La lutte contre la corruption : le cas du Maroc », *Critique économique*, 2001. https://revues.imist.ma/index.php/CE/article/download/2650/1931

CATUSSE Myriam, « L'entrepreneur politique dans la réforme : discours et praxis de la libéralisation », *Hespéris-Tamuda*, n° XXXIX, 2001.

CATUSSE Myriam, « A propos de « l'entrée en politique » des « entrepreneurs » marocains », *NAQD*, n^os^ 19-20, 2004. DOI : https://doi.org/10.3917/naqd.019.0127

CATUSSE Myriam, *Le Temps des entrepreneurs ? Politique et transformations du capitalisme au Maroc*, Paris, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain-Maisonneuve & Larose, 2008 (éd. électronique 2014). DOI : https://doi.org/10.4000/books.irmc.525

DUVAL Julien, *Critique de la raison journalistique : les transformations de la presse économique en France*, Paris, Seuil, 2004.

EL MALKI Habib, « Crise économique et financière : austérité et FMI : le cas du Maroc », *Afrique et Développement*, vol. 10, n^os^ 1-2, 1985. https://www.jstor.org/stable/24487207

HANNACHI Mariem, *La Régénération stratégique de l'entreprise familiale : le cas des entreprises multigénérationnelles*, thèse en sciences de gestion, Université d'Avignon, 2015.

HARI Tarik, PÉRALDI Michel, TOZY Mohamed, « Le patronat marocain : action collective, représentation de défense des intérêts », *Revue Économie, Gestion et Société*, n° 16, 2018, https://revues.imist.ma/index.php/REGS/article/view/12631/7048

HIBOU Béatrice, TOZY Mohamed, « De la friture sur la ligne des réformes : la libéralisation des télécommunications au Maroc », *Critique internationale*, n° 14, 2002. DOI : https://doi.org/10.3917/crii.014.0091

HIBOU Béatrice, « Nous ne prendrons pas le maquis : entrepreneurs et politique en Tunisie », *Politix*, n° 84, 2008. DOI : https://doi.org/10.3917/pox.084.0115

HIBOU Béatrice, TOZY Mohamed, *Tisser le temps politique au Maroc : imaginaire de l'État à l'âge néolibéral*, Paris, Karthala, 2020.

IDDINS Annemarie, « Economic Life: global capital, financial journalism, and independent media », *Media, Culture & Society*, 2021. DOI : https://doi.org/10.1177%2F0163443720986024

KAIOUA Abdelkader, « Les grosses fortunes économiques et industrielles à Casablanca », *Cahiers de la Méditerranée*, nos 46-47, 1993. DOI : https://doi.org/10.3406/camed.1993.1660

KRAEMER Gilles, *La Presse francophone en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001.

KSIKES Driss, « Chronique des liens contrastés entre médias et pouvoirs au Maroc », *Economia.ma*, n° 21, 2014. http://economia.ma/content/chronique-de-liens-contrast%C3%A9s-entre-m%C3%A9dias-et-pouvoirs-au-maroc

MARCHETTI Dominique, « Les nouveaux rapports de forces entre "grossistes" de l'information internationale : le cas révélateur de la production et de la circulation transnationale de l'information journalistique « marocaine », *in* Dominique Marchetti (dir. avec la collaboration de Julien Paris), *La Circulation des productions culturelles : cinémas, informations et séries télévisées dans les mondes arabes et musulmans*, Rabat-Istanbul, éditions électroniques du CJB et de l'IFEA, 2017. DOI : https://doi.org/10.4000/books.cjb.1218

OUBENAL Mohamed, ZEROUAL Abdellatif, « Gouverner par la gouvernance : les nouvelles modalités du contrôle politique des élites économiques au Maroc », *Critique internationale*, n° 74, 2017. DOI : https://doi.org/10.3917/crii.074.0009

ROUSSILLON Alain, « La presse économique marocaine saisie par les marchés », *Critique économique*, n° 2, 2001. https://revues.imist.ma/index.php/CE/article/viewFile/2634/1915

Sources

AHOUGNON Servan, « De chef d'entreprise à chef du gouvernement, le parcours doré d'Aziz Akhannouch », *Agence Ecofin*, 17 septembre 2021. https://www.agenceecofin.com/portrait/1709-91609-de-chef-d-entreprise-a-chef-du-gouvernement-le-parcours-dore-d-aziz-akhannouch

ASSARAF Robert, « La presse dans tous ses états », 21 novembre 2005. https://www.jeuneafrique.com/84348/archives-thematique/la-presse-dans-tous-ses-tats/

BELYAZID Khalid, « Les 30 ans de *L'Économiste* : comment est née et s'est développée l'institution Éco-Médias », *L'Économiste*, 29 octobre 2021.

BERRAOUI Jamal, « Qui est le patron des patrons marocains ? », *Jeune Afrique*, 12 juin 2006.

BOUM Aomar, PARK Thomas Kerlin, *Historical dictionary of Morocco*, 3e édition, Lanham, Maryland, Rowman & Littlefield, 2016.

CRÉTOIS Jules, « Dix choses à savoir sur Driss Jettou, le président de la Cour des comptes du Maroc », *Jeune Afrique*, 12 septembre 2018. https://www.jeuneafrique.com/mag/626442/politique/dix-choses-a-savoir-sur-driss-jettou-le-president-de-la-cour-des-comptes-du-maroc/

DOUYEB Mohamed, « La saga des Kettani », *La Gazette du Maroc*, 1er décembre 2003. https://www.maghress.com/fr/lagazette/3724

DUTEIL Mireille, « Moulay Hafid Elalamy, serial entrepreneur », *Le Point*, 19 octobre 2014.

HACHIM Mouna, *Dictionnaire des noms de famille du Maroc : histoires et légendes*, Casablanca, Auto-édition, 2006.

HOPQUIN Benoît, « Le résistant Charles Gonard est mort », *Le Monde*, 12 juin 2016. https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2016/06/13/le-resistant-charles-gonard-est-mort_4948993_3382.html

ISLAH Fadwa, « Hommage : Jean-Louis Servan-Schreiber, le Marocain », *Jeune Afrique*, 1er décembre 2020.

L'ÉCONOMISTE, « Regard sur l'actualité », 14 novembre 1996. https://www.leconomiste.com/article/regard-sur-lactualite-247?destination=node/777898

L'ÉCONOMISTE, « *L'Économiste* crée une direction du développement », 16 octobre 1997. https://www.leconomiste.com/article/leconomiste-cree-une-direction-du-developpement

L'ÉCONOMISTE, « Nouveau conseil d'administration : un team d'enfer ! », 5 novembre 1999. https://www.leconomiste.com/article/h2-nouveau-conseil-dadministration-h2-centerun-team-denfercenter

L'ÉCONOMISTE, « Les 15 ans de *La Nouvelle Tribune* », 27 janvier 2011. https://www.leconomiste.com/article/breves-1725

L'ÉCONOMISTE, « Khalid Belyazid : directeur général », 3 août 2016. https://www.leconomiste.com/membres-eco/khalid-belyazid-directeur-general

ÉCO-MÉDIAS, « Continuité », *L'Économiste,* 4 janvier 2021.

LE DESK, Reporters sans frontières (RSF), *Media Ownership Maroc*, 2021. https://maroc.mom-rsf.org/fr/proprietaires/proprietaires-individuels/detail/owner/owner/show/afifa-dassouli/

LE DESK, « Décès de Jean-Louis Servan-Schreiber, ancien patron de *La Vie Éco* », 29 novembre 2020. https://ledesk.ma/encontinu/deces-de-jean-louis-servan-schreiber-ancien-patron-de-la-vie-eco/

Les Échos, « L'ONA et Salomon Brothers lancent un fonds marocain », 7 avril 1994.

M.a.b., « Abdelaziz Alami : l'itinéraire d'un banquier poète », *L'Économiste*, 13 mai 2014. https://www.leconomiste.com/article/946741-abdelaziz-alami-l-itineraire-d-un-banquier-poete

Maghreb confidentiel, « Mohammed VI freine "Citizen Kane" Aziz Akhannouch », n° 1336, 18 avril 2019.

Manyani Hassan, « Abderrahmane Saaidi n'est plus ! », *Challenges.ma*, 12 mai 2020. https://www.challenge.ma/abderrahmane-saaidi-nest-plus-140142/

Maroc Hebdo, « Décès de Abderrahmane Saaidi, ancien ministre », 12 mai 2020. https://www.maroc-hebdo.press.ma/deces-abderrahmane-saaidi

Oiknine Laurence, Mrani Omar, « Afifa Yata : Fahd aurait été un grand homme sans moi », *VH Magazine*, mars 2011. https://fr.calameo.com/read/005014854d5fcdc3863f0

Sabib Bouchra, « Najmat Bladi, vibrant hommage aux femmes », *L'Économiste*, 9 mars 2012. https://www.leconomiste.com/article/892143-najmat-bladi-vibrant-hommage-aux-femmes

Salah Nadia, « Salomon après Soros, le coup double de l'ONA », *L'Économiste*, 7 avril 1994. https://www.leconomiste.com/article/salomon-apres-soros-le-coup-double-de-lona

Tovi Laurence, « Un patron des patrons qui n'a pas froid aux yeux », *Les Échos*, 7 septembre 2007.